

A cette époque, nos personnes âgées étaient, comme aujourd'hui, celles qui avaient contribué à la prospérité du Canada. Elles étaient heureuses et fières de voir que les contribuables du Canada appréciaient ce qu'elles avaient fait dans la vie, et elles étaient prêtes à accepter avec grand plaisir ces \$40 par mois, qui, bien sûr, sont une somme dérisoire quand on pense à ce qui se fait aujourd'hui. Je me souviens que j'étais député à l'Assemblée législative de l'Ontario lorsque l'honorable Walter Harris était ministre des Finances à la Chambre des communes et avait, ce soir du budget, fait passer le montant des pensions de vieillesse accordées à l'âge de 70 ans de \$40 à \$46 par mois. Je me souviens des sarcasmes qu'avait provoqués la déclaration du ministre des Finances, et qui avaient été exprimés dans la presse partout au Canada, ainsi que par les membres de l'opposition, qui avaient dit que ce n'était absolument pas suffisant. En y repensant, la plupart des gens seraient de cet avis.

Que s'est-il donc produit, pour que les membres de l'opposition et même les membres de mon propre parti, comme l'a laissé entendre le collègue assis à ma gauche, soient convenus que ce n'était pas suffisant? Vous devez vous souvenir que nous avons eu des élections. Nos amis conservateurs à ma gauche—et je les considère sûrement comme mes amis—ont immédiatement porté la pension de vieillesse au montant généreux de \$55 par mois et avant de déclencher d'autres élections, ils l'ont haussée à \$65 par mois et l'ont accordée à tous les Canadiens, pauvres ou riches âgés de 70 ans. Un grand nombre d'entre nous, j'en suis un et je suis persuadé que de nombreux autres députés de ce côté-ci de la Chambre, conviendraient que c'était une excellente chose d'obtenir une hausse de pension. C'était une somme importante, mais examinons la situation aujourd'hui. Mes amis à ma gauche parlent d'un paradis. Ils ne parlent pas des pensions de vieillesse d'aujourd'hui ou d'hier. Ils ont prétendu que nous avions un paradis sur terre, mais ils n'ont pas avancé de chiffres qui conviendraient aux conditions qui prévalent actuellement au Canada.

• (2120)

Je vous dis en toute sincérité, monsieur l'Orateur, que, si le gouvernement du Canada offrait aux bénéficiaires des pensions de vieillesse \$200 par mois, dès le lendemain les députés à ma gauche se lèveraient à la Chambre pour demander \$250 par mois.

**Des voix:** Bravo!

**M. Whicher:** Mes amis à ma gauche applaudissent. Je leur dis par votre entremise, monsieur l'Orateur, que nous voulons tous donner aux bénéficiaires des pensions de vieillesse \$250 par mois, mais nous sommes réalistes. Nous pensons aux filles et aux fils de nos citoyens âgés qui doivent payer les impôts pour réunir des sommes astronomiques que le gouvernement du Canada pourra ensuite remettre à nos citoyens âgés. Quelle est la situation actuellement? Qu'est-ce qui a changé depuis le temps où le parti conservateur était au pouvoir? Les députés du parti conservateur sont ceux qui ont eu le front de se lever aujourd'hui et de dire que nous ne donnions pas assez aux retraités, mais ils étaient là au temps du gouvernement conservateur dirigé par le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker), un gouvernement qui a

[M. Whicher.]

accordé aux pensionnés la magnifique somme de \$65 par mois, sur laquelle ils devaient payer un impôt sur le revenu...

**Des voix:** C'est une honte!

**M. Whicher:** ... et ce, à l'âge de 70 ans.

**Des voix:** C'est une honte!

**M. Whicher:** Étudions la situation calmement pendant un instant parce que je ne veux pas blesser mes amis à ma gauche. Je ne veux que les mettre au courant de ce qui se passe dans le monde. Bien qu'ils aient accordé aux pensionnés \$65 par mois à 70 ans, ceux qui ont besoin d'aide au Canada aujourd'hui à 65 ans, et non à 70 ans, touchent \$135 par mois sans avoir à verser un cent en impôt.

**Des voix:** Bravo!

**M. Whicher:** Bien entendu, nous voulons leur donner davantage, monsieur l'Orateur. Il n'y a pas un seul membre du Parti conservateur qui ne veuille leur donner davantage, pas plus qu'il n'y en a au sein du Parti libéral. Donnez-nous une chance. Nous avons élevé le montant de la pension de \$112 à \$135 cette année. Le mois prochain, en avril, elle passera de \$135 à \$137, et l'année suivante, lorsque nous aurons été réélus, nous l'élèverons encore davantage.

**Des voix:** Bravo!

**M. Whicher:** Si mes amis qui se trouvent à ma gauche voulaient se montrer justes, et je sais que la plupart d'entre eux le sont, ils diraient: «Augmentons ce montant à \$200. En fait, lorsque nous étions au pouvoir, nous leur avions donné \$65, et vous leur avez donné \$135, c'est bien». Ils signaleraient que cette année, le gouvernement canadien a versé plus de 2 milliards 270 millions aux personnes âgées, grâce aux impôts payés par le contribuable. Selon moi, ce n'est pas mal, monsieur l'Orateur. Et cet argent doit évidemment leur revenir car, qui donc a fait la grandeur du Canada? Je vais vous le dire. Ce sont nos pères et nos mères, nos grand-pères et nos grand-mères. Ceux qui ont fait la grandeur du Canada, ce sont ceux-là même qui, ayant porté les conservateurs au pouvoir, n'ont pu en obtenir qu'une pension de \$65 par mois une fois atteint l'âge de 70 ans. L'argument des conservateurs qui nous reprochent de ne pas donner assez, nos concitoyens âgés ne sont pas près de l'avalier. Se souvenant de ce qu'ils ont obtenu des conservateurs, ils leur répondront simplement ces mots: «C'est vous qui ne nous avez pas donné assez.»

Nous, à nos aînés, à mon père, à ma mère, à mon grand-père, à ma grand-mère, nous avons donné encore autre chose. Ce n'est qu'en 1959 que nous avons pu établir au Canada le régime d'assurance-hospitalisation; ce n'est qu'il y a quelques années que nous avons pu y établir celui de l'assurance-soins médicaux. Examinons la réalité et voyons où nous en sommes vraiment dans les domaines de l'hospitalisation et des soins médicaux. Cette année, le gouvernement canadien remet aux provinces—à juste titre et nous nous enorgueillissons de la chose—660 millions de dollars pour l'assurance-frais médicaux et 950 millions pour le programme d'hospitalisation. Il y a une quinzaine d'années, nous n'avions pas remis un seul cent à cette fin.